

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 7 décembre 2014

1. Pacte de responsabilité et mobilisation patronale : un soutien aux entreprises qui ne se dément pas sur un large spectre politique ; mais une attitude des patrons qui divise.

⇒ 50% des Français souhaitent « *maintenir l'application du Pacte de responsabilité qui permet de réaliser des économies budgétaires et favoriser la compétitivité des entreprises* », contre 46% qui préféreraient en « *ralentir l'application pour atténuer les efforts demandés aux Français* » (malgré une formulation plutôt défavorable au pacte : « atténuer les efforts demandés »...).

Ce soutien est majoritaire partout (58% des électeurs de F. Hollande de 2012 ; 64% de ceux de F. Bayrou ; 52% de ceux de N. Sarkozy) **sauf aux extrêmes** (39% des sympathisants Front de gauche - tout de même - et 39% des sympathisants FN souhaitent maintenir plutôt que ralentir le pacte).

⇒ En revanche, l'attitude patronale de ces dernières semaines clive : 58% des sympathisants de gauche (62% au PS) estiment que les organisations patronales « *exagèrent [de se mobiliser contre la politique économique], le gouvernement fait déjà des efforts très importants pour aider les entreprises* » ; alors que 77% des sympathisants de droite estiment qu'elles « *ont raison, le gouvernement mène une politique qui n'est pas assez favorable aux entreprises* ».

Dans leur ensemble, les Français sont plutôt bienveillants envers la mobilisation patronale (59% « *ont raison* » contre 39% « *exagèrent* ») : mais il y a aussi dans ce résultat un part de soutien de principe à tous ceux qui contestent la politique du gouvernement.

➤ Depuis mai dernier, les soutiens à l'application du pacte ne s'érodent que de 3 points : il n'est pas devenu un objet de cristallisation politique ; et l'assentiment à une action visant d'abord à aider les entreprises pour créer de l'emploi (avant ou au même niveau que les ménages) paraît assez solidement ancré.

En revanche, les Français, surtout de gauche, font nettement la distinction entre les entreprises et les organisations patronales : il s'agit bien d'aider les premières à se développer (en particulier les PME, très populaires), et non de mener une politique répondant par principe aux secondes, dont on doute de la véracité de l'engagement (le Medef, assimilé au monde politique, garde une mauvaise image : postures et corporatisme patronal plutôt que défense réelle du développement des entreprises et de l'emploi).

Il peut y avoir là les voies d'un discours résonnant à gauche, autour d'une volonté réelle d'aider et de parler aux entreprises (qui se battent au quotidien etc.) par-delà les jeux de posture et les revendications parfois excessives de ceux qui font de la politique en leur nom.

2. Suspension de la livraison du Mistral à la Russie: un risque d'opinion croissant

⇒ **54% des Français** (60% à droite mais seulement 40% à gauche) **jugent que le gouvernement « a tort de suspendre la vente [des navires Mistral à la Russie] car cela va avoir des conséquences négatives dans les chantiers navals »**, alors que 45% estiment que le gouvernement « a raison car il faut être ferme avec la Russie ».

La désapprobation de la décision de suspension progresse de 13 points par rapport à début septembre.

➤ *La question des Mistral est l'un des sujets qui semble avoir été perçu par l'opinion ces derniers temps : on le retrouve de façon spontanée en toile de fond des mémorisations de l'actualité, à des niveaux non-négligeables.*

Seule notre base électorale soutien aujourd'hui la suspension ; tous les autres (électorats 2012 de J.L. Mélenchon, F. Bayrou, N. Sarkozy, M. Le Pen ainsi que les abstentionnistes) y sont à des degrés divers opposés - ce qui peut laisser présager une crispation de plus en plus forte, à mesure que les conséquences notamment sur l'emploi deviendront de plus en plus proche.

➤ *Dans ce contexte où l'oreille des Français paraît disponible sur le sujet, la rencontre à Moscou avec V. Poutine ce week-end pourrait avoir un potentiel d'opinion. Elle est passée, sans doute brièvement à ce stade, dans le champ de vision des Français : les quelques jours à venir seront déterminants pour l'ancrer dans les esprits (martèlement par les relais politiques présents dans les médias cette semaine) et tenter qu'elle soit mémorisée comme un acte significatif - sorte de « mini-épisode géorgien » - qui marque à la fois l'activisme international du Président et ses valeurs (dénouement de conflits, recherche permanente de rapprocher les points de vue pour pouvoir avancer, ...).*

3. Agressions antisémites : des « actes isolés qui ont toujours existé », mais jugés en hausse

⇒ **Pour 62% des Français**, l'agression qui a eu lieu à Créteil relève « **d'actes isolés qui ont toujours existé** » (68% à gauche, 59% à droite, 61% au FN), contre 38% qui estiment que ce sont à l'inverse de « **nouveaux types de violences qui se développent** ».

Une question similaire avait été posée après l'affaire Nemmouche : 57% des Français estimaient alors qu'il s'agissait de nouveaux types de violences en développement, contre 42% d'un acte isolé.

⇒ **Une majorité de Français (52%) a le sentiment que les actes antisémites en France sont « plutôt en hausse »**, contre 44% « **plutôt stables** » et 4% « **plutôt en baisse** ». Les clivages politiques sont assez faibles. A noter que 62% des sympathisants Front National jugent les actes antisémites en hausse (ce qui est cohérent avec l'évolution des sympathisants FN – là aussi distincts de leur base militante).

Dans ce contexte, les Français sont partagés quant à la médiatisation des actes antisémites: 32% estiment qu'on en parle « *trop* », 32% « *pas assez* », et 36% « *comme il faut* » (là encore sans différence partisane notable).

4. Ecole : garder les notes

⇒ 59% des Français estiment que les notes à l'école sont « *une bonne chose, car elles valorisent et motivent les élèves* », alors que 40% estiment qu'elles sont « *une mauvaise chose, car elles stigmatisent et découragent les élèves* ». A gauche, le soutien au système de notation est même légèrement supérieur (61%) qu'à droite (59%).

L'alternative de la question éclaire cependant peu sur l'efficacité perçue du système de notation et sur l'acceptabilité de se passer des repères qu'il constitue (l'opinion croit-elle qu'un système alternatif à la notation peut apporter une meilleure efficacité pédagogique ? Le cas échéant, serait-elle prête à abandonner quelques « repères » si cela peut permettre cette meilleure efficacité ?)

⇒ 66% des Français estiment qu'il faudrait « *enseigner l'histoire des religions à l'école car elles permettent de comprendre le monde actuel* », contre 33% qui pensent que les religions doivent « *rester à l'écart de l'enseignement public en France* ». Le soutien est aussi fort à gauche qu'à droite, sauf au FN où près de la moitié des sympathisants est hostile à l'enseignement de l'histoire des religions. L'imprécision de la question rend cependant difficile d'en tirer des conclusions : il est possible (probable ?) qu'une partie de l'opinion, en particulier à droite, soutienne l'enseignement de l'histoire catholique mais refuserait assez nettement d'enseigner celle d'autres religions.

1. Sociétés d'autoroutes: soutien *a priori* à ce que l'Etat agisse pour faire baisser les tarifs

⇒ 88% des Français jugent que « *les sociétés d'autoroutes pratiquent des tarifs trop élevés aux péages* », même si 76% estiment qu'elles « *entretiennent bien et gèrent bien le réseau d'autoroutes* ».

⇒ Pour autant, 75% des Français estiment que l'Etat devrait « *tout faire pour empêcher des hausses de tarifs, même si cela entraînerait des renégociations de contrats avec les sociétés d'autoroutes qui pourraient être coûteuses pour les finances publiques* ».

Ces points de vue transcendent les clivages partisans.

Les conséquences d'une renégociation ne sont, pour autant, sans doute pas intégrées par les Français : il est possible que le jugement sur l'alternative « *renégocier quelles qu'en soient les conséquences* » / « *ne pas renégocier* » évolue à mesure que les enjeux s'explicitent (ils pourraient le cas échéant être testés de façon plus précise).

Adrien ABECASSIS